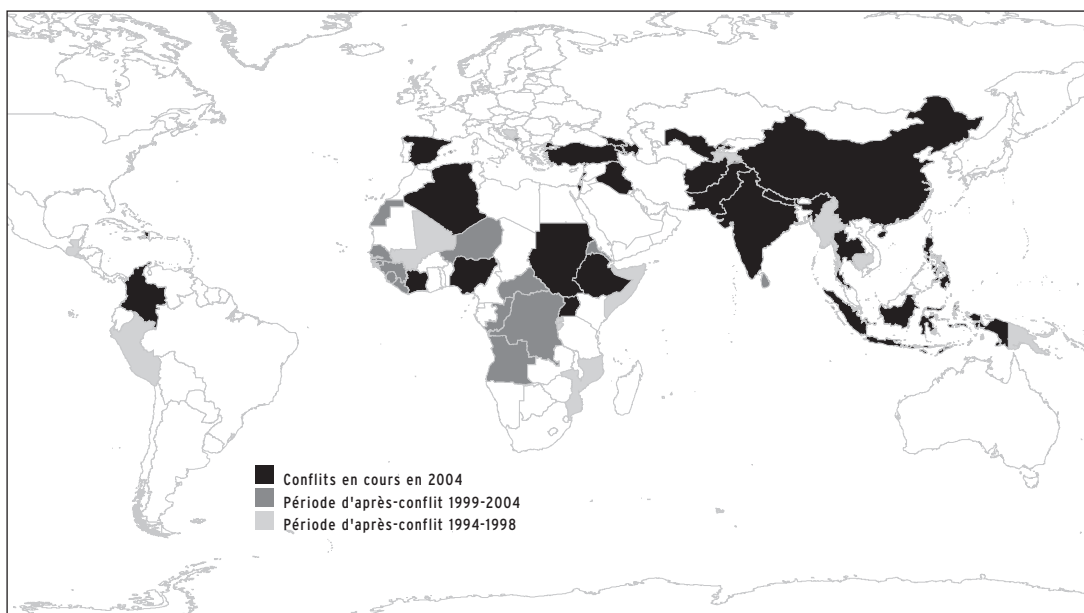


# La gestion des armes dans les zones 'post-conflit':

## LE DDR ET LA RÉDUCTION DE LA CIRCULATION DES ARMES

La fin d'un conflit armé ne signifie pas forcément le retour à la sécurité. L'introduction de cessez-le-feu, d'accords de paix, ou même les interventions discrètes visant à désarmer les parties belligérantes ne garantissent pas toujours une amélioration tangible de la sécurité. Comme ce chapitre le démontre, en 2004, de nombreuses périodes dites "post-conflit" présentaient davantage de menaces directes et indirectes pour les populations civiles que les conflits armés qui les avaient précédées. En fait, les actes de violence avec armes à feu sont souvent plus nombreux qu'avant, voire pendant, le conflit armé (voir Figure 10.2).

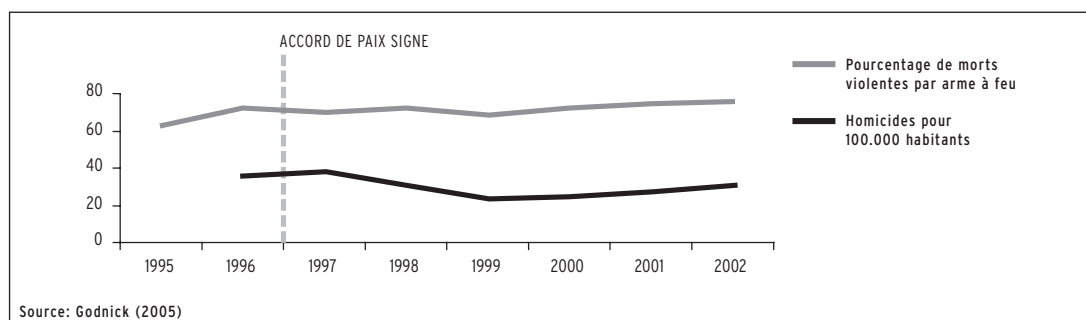
**Carte 10.1** Zones de conflit et "post-conflit" sélectionnées, 1994-2004



Sources : IISS (2004); SIPRI (2004); University of Uppsala (2004)

Cela soulève une question importante : que signifie réellement le fait d'être dans une période "post-conflit"? Quand commence-t-elle et quand prend-elle fin ? Un accord de paix signé est-il un critère suffisant ou même nécessaire? Une période post-conflit est-elle définie par une réduction "significative" de la mortalité directe, le déploiement d'une mission de maintien de la paix, la tenue d'élections nationales, ou un laps de temps arbitraire? Ce chapitre révèle que la signification de l'expression "post-conflit", quoique largement utilisée, reste ambiguë.

En fait, l'expression "post-conflit" a pour inconvénient de camoufler les nombreux risques auxquels les sociétés sortant de la guerre sont confrontées, comme l'illustrent amèrement les événements de l'année dernière en Afghanistan, en Haïti, en Irak, dans les îles Salomon, au Soudan, et dans les pays de la région des Grands Lacs. Pour plusieurs pays sortis dans les années 1990 d'un long conflit armé, tels que le Guatemala, le Nicaragua et le Salvador, le rapport Small Arms Survey constate que le nombre de morts par arme à feu et l'insécurité réelle et perçue n'ont pas notablement diminué depuis la fin de la guerre (la carte 10.1 montre des zones de conflit et post-conflit sélectionnées de 1994 à 2004). En outre, la demande d'armes dans des contextes d'après-conflit reste souvent élevée, et la militarisation des camps de réfugiés présente un grand risque de résurgence de la violence armée dans le pays d'accueil et les pays voisins.

**Figure 10.2 Pourcentage de morts par arme à feu et taux d'homicide au Guatemala**

Malgré les défis que représente une transition réussie entre la fin d'un conflit et la reconstruction post-conflit, l'optimisme est possible –quoiqu'avec prudence. L'introduction des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) et de réduction de la circulation des armes dans le cadre des stratégies de reconstruction peut contribuer grandement à restaurer la paix. Un nombre croissant d'organismes et de donateurs multilatéraux considèrent maintenant les programmes de DDR et de réduction de la circulation des armes comme des pierres d'angle de la reconstruction post-conflit.

Il est encourageant de constater que les donateurs et les organismes multilatéraux se préoccupent actuellement de promouvoir des mesures de reconstruction telles que les programmes de DDR et de réduction de la circulation des armes, car cela dénote leur engagement grandissant pour la restauration de la paix. Tout en acceptant la justesse de certaines critiques des mesures de reconstruction post-conflit conventionnelles, l'importance des efforts visant à réduire le nombre d'armes légères et de petit calibre dans le cadre des stratégies de reconstruction est de plus en plus reconnue. De fait, les Nations Unies et la Banque Mondiale ont lancé au moins 14 initiatives de DDR dans des zones post-conflit depuis 2000, dont huit sont toujours en cours en 2005. De la même manière, au moins 22 projets de réduction de la circulation des armes ont été mis sur pied dans des zones post-conflit au cours de la même période, et plus de 16 sont aujourd'hui opérationnels. De plus, les Nations Unies ont de plus en plus conscience de la nécessité d'adopter des démarches régionales intégrées dans le cadre des programmes de DDR et de réduction de la circulation des armes.

Mais les démarches actuelles relatives aux programmes de DDR et de réduction de la circulation des armes souffrent encore d'un manque de volonté politique, d'un financement inadéquat et d'une coordination insuffisante. Il est inquiétant de constater que les programmes de DDR et de réduction de la circulation des armes se substituent fréquemment aux solutions politiques qui doivent être apportées aux conflits armés, à la réforme des modes de gouvernance et du secteur judiciaire ainsi que plus généralement aux initiatives de développement durable. En outre, des efforts concertés visant à réduire la demande d'armes à feu sont régulièrement négligés dans la course à la paix. Ce chapitre formule l'avertissement qu'à moins que les objectifs des programmes de DDR et de réduction de la circulation des armes soient plus clairement articulés, et leur capacité à améliorer la sécurité bien établie, ils sont susceptibles d'être au bout du compte rejetés par les donateurs et les pays concernés.

Ce chapitre débute par un examen complet des menaces auxquelles les populations civiles sont confrontées dans un environnement d'après-conflit. Il fait ensuite le point sur un certain nombre d'interventions pratiques conçues par des acteurs nationaux et internationaux pour atténuer ces risques, dont les initiatives de DDR et de réduction de la circulation des armes. Bien que la contribution de ces efforts visant à réduire la violence armée dans des contextes post-conflit reste une question ouverte, ils continuent de susciter beaucoup d'espairs auprès de la communauté internationale des donateurs. S'appuyant sur des travaux antérieurs du projet Small Arms Survey, le chapitre conclut par un examen critique des programmes de DDR et de réduction de la circulation des armes.

L'introduction des programmes de DDR et de réduction de la circulation des armes dans le cadre des stratégies de reconstruction peut contribuer grandement à restaurer la paix.

Les Nations Unies et la Banque Mondiale ont lancé au moins 14 initiatives de DDR et 22 projets de réduction de la circulation des armes dans des zones post-conflit depuis 2000.